



TRACT AUX CHEMINOTS

Montreuil, le 30 novembre 2021

RÉMUNÉRATION

CES PRIMES QUI NOUS COÛTENT CHER !

En cette fin d'année, la direction SNCF n'en finit plus de déverser des primes en tous genres. Derrière cette soudaine « générosité » se cache cependant une stratégie salariale et managériale peu glorieuse.

Les récentes Négociations Annuelles Obligatoires qui se sont tenues le 17 novembre dernier relèvent d'une pièce de théâtre savamment orchestrée et jouée par quelques acteurs dociles. Il en résulte une absence totale d'augmentation générale et la poursuite du gel des salaires pour la huitième année consécutive.

UNE AUGMENTATION GÉNÉRALE DES SALAIRES, C'EST QUOI ?

Pour la CGT, cela se traduit notamment par une augmentation en pourcentage, identique pour tous les cheminots, sans distinction de leur métier, grade, fonction ou contrat de travail. C'est une mesure pérenne, qui a un impact positif sur notre rémunération à long terme, sur notre protection sociale (tant du point de vue de la santé que de la retraite).

Les annonces de la direction ne relèvent donc pas d'une mesure générale, sauf pour les primes de travail, bien que les propositions soient bien en deçà des exigences liées à l'évolution technique des métiers et à l'augmentation d'une productivité imposée par des choix stratégiques hasardeux.

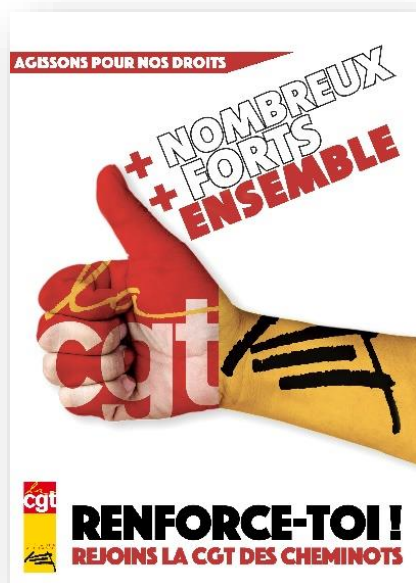
La direction soumet à signature un accord salarial jusqu'au 10 décembre. Elle fait le choix du chantage et de la culpabilisation puisqu'elle conditionne certaines annonces à la validation par toutes les Organisations Syndicales de cette NAO qui n'en est pas une ! Dans les faits, la non signature aurait pour seule conséquence la non perception de 15 à 20 euros mensuels.

UNE DÉCISION UNILATÉRALE DE L'EMPLOYEUR, C'EST QUOI ?

La direction SNCF peut décider elle-même et seule des mesures qu'elle souhaite voir appliquer aux cheminots. C'est précisément ce qu'elle a fait lorsqu'elle a annoncé tout récemment une nouvelle prime sur le périmètre de la SA Voyageurs.

Alors que la direction se répandait encore tout récemment dans les médias sur la chute vertigineuse d'un chiffre d'affaires impacté par la pandémie, justifiant ainsi la mise en place d'un accord sur le chômage partiel (APLD), elle annonce donc, contre toute attente, que les « résultats » permettent le versement de cette énième prime.

Bien que semblant incohérente, cette stratégie cache en vérité une réalité bien moins reluisante.



LA VÉRITÉ SUR LA STRATÉGIE DE LA DIRECTION SNCF

Le niveau des salaires et le gel de ceux-ci depuis 2014 engendrent un recul indéniable du niveau de vie des cheminots. Il est donc compréhensible que l'annonce du versement immédiat de certaines primes soit vécue comme un bol d'air pour bon nombre d'entre nous.

Dans les faits, ils cherchent pourtant à nous asphyxier !

DES PRIMES, MAIS À QUEL PRIX ?

- La direction SNCF finance ces primes en opérant des saignées dans les effectifs par milliers, comme elle le prévoit encore pour 2022.
- La direction SNCF dégrade donc nos conditions de travail au quotidien, par manque de moyens humains permettant d'assurer un service public de qualité.
- La direction SNCF tente d'acheter et de diviser les cheminots entre eux, puisque nous sommes traités différemment selon nos grades, notre ancienneté, notre statut, notre SA d'appartenance, nos métiers, « l'activité » dans laquelle nous travaillons.
- La direction SNCF travaille une idéologie à long terme afin de nous faire « oublier » ce qu'est une véritable augmentation générale des salaires. Dans sa démarche de déconstruction, elle vise particulièrement les plus jeunes d'entre nous, qui pour certains, n'ont encore jamais connu d'augmentation depuis qu'ils sont à la SNCF.

La direction SNCF poursuit, en parallèle, sa casse de l'entreprise publique pour en faire une entreprise comme une autre, soumise aux aléas du « marché », dans laquelle les salariés seraient infantilisés et asservis aux objectifs financiers. C'est la stratégie du « marche ou crève ».

Dans ce contexte, la Fédération CGT a proposé aux autres Organisations Syndicales représentatives nationalement une démarche commune visant à demander la réouverture immédiate de véritables négociations salariales.

Malheureusement, une unité large n'a pu être trouvée, certaines d'entre elles considérant que « ce qui est pris n'est plus à prendre » et que « c'est mieux que rien » !

La Fédération CGT considérant que la direction SNCF ne peut être quitte, exige à nouveau **la réouverture d'une table ronde salaires dans les plus brefs délais !**

Le climat actuel, sur la question salariale comme sur d'autres, nécessite donc une montée en puissance de l'action revendicative dans le « Groupe Public Unifié ». Rien n'est acquis sans luttes collectives, massives et organisées.

Les cheminotes et les cheminots qui subissent quotidiennement les assauts d'une direction SNCF prête à tout pour en finir avec le train public, avec les droits sociaux, avec un Statut social de haut niveau, ne sont ni à acheter, ni à vendre !

La Fédération CGT appelle donc les cheminotes et cheminots à faire vivre le débat collectif au sein de nos 300 syndicats locaux, à renforcer la CGT en y adhérant et à réfléchir activement à l'élévation du rapport de forces, y compris en envisageant une action tous services de haut niveau dans les semaines et mois à venir.

